

La région Grand Est fin 2015

Population légale au 1^{er} janvier 2016

5 552 650 habitants (Alsace : 1 868 183, Champagne Ardenne : 1 339 270, Lorraine : 2 345 197) dont 1 367 640 dans 24 villes d'au moins 20 000 habitants.

Activités par secteurs

L'agriculture représente 3 % des emplois (salariés et non salariés), la construction 6 %, l'industrie 16 %, les services marchands 41 % et les services non marchands 33 %.

La valeur ajoutée (qui sert à calculer le PIB) représente 134 842 millions d'euros. 3,4 % proviennent de l'agriculture (dont 73 % de Champagne Ardenne), 6,3 % de la construction, 19,2 % de l'industrie, 45,8 % des services marchands et 25,3 % des services non marchands.

Exportations

En 2015 les exportations de la région se sont élevées à 59,9 milliards d'euros, soit 13 % des exportations françaises. Cela représente une hausse de 3,2 % par rapport à l'année 2014 (+ 1,8 milliard). La hausse est moins importante que celle enregistrée au niveau national (+ 3,9 %). Les importations se sont élevées à 55,9 milliards d'euros, soit une hausse de 0,9% par rapport à 2014. Les exportations sont en baisse en Meuse (- 7,1 %), dans les Ardennes (- 0,8 %) et dans le Haut-Rhin (- 0,6 %). En revanche, leur niveau progresse dans les 8 autres départements. Avec une hausse de 1,5 milliard d'euros, le département du Bas-Rhin représente à lui seul 80 % de la hausse régionale des exportations pour l'année 2015.

Produit Intérieur Brut (données 2013)

150 296,3 millions d'euros

PIB par habitant : 27 069 € (Alsace : 29 767 €, Champagne Ardenne : 28 355 €, Lorraine : 24 190 €)

PIB par emploi : 71 114 € (Alsace : 72 777 €, Champagne Ardenne : 72 798 €, Lorraine : 68 524 €)

Emplois salariés

Au 4^{ème} trimestre 2015, il y avait 1 357 572 emplois répertoriés dans la région Grand Est dont 308 547 dans l'industrie, 106 142 dans la construction, 237 899 dans le commerce, 703 805 dans les services. A noter qu'en 2013, 56 100 salariés travaillaient dans l'industrie agroalimentaire.

En 2015, la région a perdu 2 727 emplois. L'Alsace en a gagné 559, la Champagne Ardenne en a perdu 1 630 et la Lorraine 1 656. Au niveau territorial, le nombre d'emplois salariés a augmenté dans les zones d'emploi de Reims, Metz, Neufchâteau, Sarreguemines et Strasbourg.

Le nombre de postes d'emplois intérimaires, indicateur avancé de la conjoncture, est en forte progression fin 2015-début 2016 mois. Entre novembre et janvier, la région compte 58 200 emplois intérimaires en moyenne (9 % du total national). Sur l'année 2015, la tendance est positive pour la région (+ 5 330 postes, soit + 10,1 %)

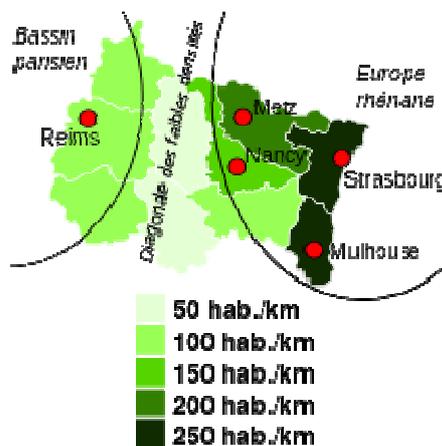
Travailleurs frontaliers

En 2012, date des dernières données officielles globales, 160 000 de ses habitants travaillent dans l'un des quatre pays voisins. Le Luxembourg est leur première destination, avec 69 000 navetteurs (87 779 en 2015). Il en attire toujours plus, notamment dans les secteurs des services aux entreprises et des activités financières et d'assurance. L'Allemagne en rassemble 46 000, mais c'est 21 % de moins qu'en 1999. Cette

baisse est particulièrement sensible dans l'industrie. Les actifs qui travaillent outre-Rhin sont aussi plus âgés. Grâce à l'attractivité de l'agglomération de Bâle, la Suisse compte 36 100 frontaliers (34 100 alsaciens en 2015). La Belgique n'emploie en revanche que 8 500 habitants de la région. Un navetteur sur huit déclare comme nationalité celle d'un pays voisin. Ces «frontaliers de résidence» sont toujours plus nombreux dans la

région.

Néanmoins, 96 % des frontaliers se concentrent dans quatre départements. 67 500 résident en Moselle (soit



42 % de l'ensemble des frontaliers), 40 400 dans le Haut-Rhin et environ 22 000 dans le Bas-Rhin et en Meurthe-et-Moselle. Les zones d'emploi limitrophes de Thionville, de Longwy et de Saint-Louis concentrent respectivement 33 800, 22 200 et 23 100 frontaliers, soit au total la moitié de l'ensemble des navetteurs de la région.

97 % des frontaliers du Grand Est sont des salariés (+ 6 points par rapport à l'ensemble des actifs occupés de la région). Ils bénéficient d'emplois stables. 93 % d'entre eux déclarent en effet exercer un emploi «sans limite de durée», contre 86 % parmi l'ensemble des salariés de la région.

La répartition par secteur d'activité des actifs de la région et des navetteurs diffère sensiblement. Ces derniers exercent d'abord leur emploi dans l'industrie. En 2012, on en recense 47 900, soit 30 % (contre 18 % de l'ensemble des actifs occupés de la région). Ils travaillent davantage en Allemagne et, dans une moindre mesure, en Suisse, en lien avec l'importance du tissu industriel dans ces pays.

Après l'industrie, les frontaliers de la région travaillent avant tout dans le commerce et dans les services aux entreprises (respectivement 16 et 14 % d'entre eux en 2012).

38 % des frontaliers sont des ouvriers, contre 26 % de l'ensemble des actifs occupés de la région. Les cadres sont aussi proportionnellement un peu plus nombreux parmi les habitants de la région qui traversent une frontière pour travailler. Ils représentent 14 % des navetteurs en 2012, contre 13 % des actifs de la région. Près d'un quart des frontaliers de la région sont des employés en 2012 (avec un pic à 30 % vers le Luxembourg). 63 % d'entre eux sont considérés comme des employés qualifiés, soit sept points de plus que parmi l'ensemble des employés de la région. Enfin, 22 % des navetteurs exercent des professions intermédiaires. Depuis 1999, leur nombre a particulièrement augmenté (+ 57 %), tout comme celui des employés (+ 42 %), en particulier vers la Belgique et le Luxembourg.

La moyenne d'âge des frontaliers et celle des actifs occupés de la région sont presque les mêmes, à respectivement 40,9 et 40,5 ans. En revanche, leurs structures par âge diffèrent quelque peu. On recense

proportionnellement plus de jeunes et de seniors parmi l'ensemble des actifs occupés que parmi les seuls navetteurs. Ainsi, 84 % des frontaliers ont entre 25 et 54 ans, contre 77 % de l'ensemble des actifs ayant un emploi. De plus, la répartition par sexe de ces deux populations diffère fortement. Seuls 37 % des frontaliers sont des femmes, soit dix points de moins que parmi tous les actifs occupés du Grand Est.

Le travail frontalier est davantage une caractéristique de couple : près des trois quarts des navetteurs sont en couple, contre à peine 58 % des actifs occupés du Grand Est. 19 700 frontaliers déclarent comme

nationalité celle d'un pays limitrophe, soit un navetteur sur huit.

Chômage, précarité

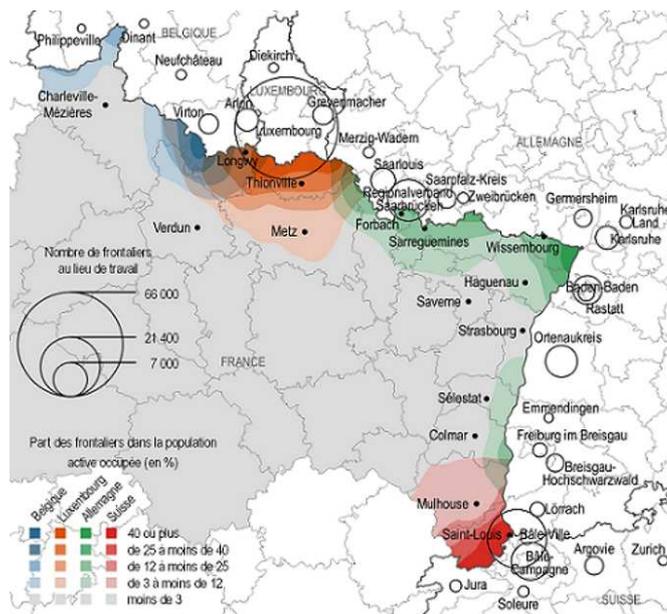
Fin décembre 2015, il y avait 461 520 inscrits à Pôle Emploi dans les catégories A, B, C, dont 325 290 dans la catégorie A. Sur un an, ce nombre augmente de 2,8 % pour les hommes et de 3,7 % pour les femmes, mais si on ne prend que la catégorie A, il baisse de 0,6 % pour les hommes et augmente de 0,7 % pour les femmes. Le chômage baisse chez les

moins de 25 ans, davantage chez les hommes que les femmes. Il augmente chez les 25-49 ans. La plus forte augmentation concerne les 50 ans et plus.

Les entrées pour licenciements économiques sont en forte baisse, ainsi que pour les fins de missions d'intérim. Pour les sorties, ce sont toujours celles pour défaut d'actualisation qui arrivent en tête, loin devant les reprises d'emploi et les entrées en stage.

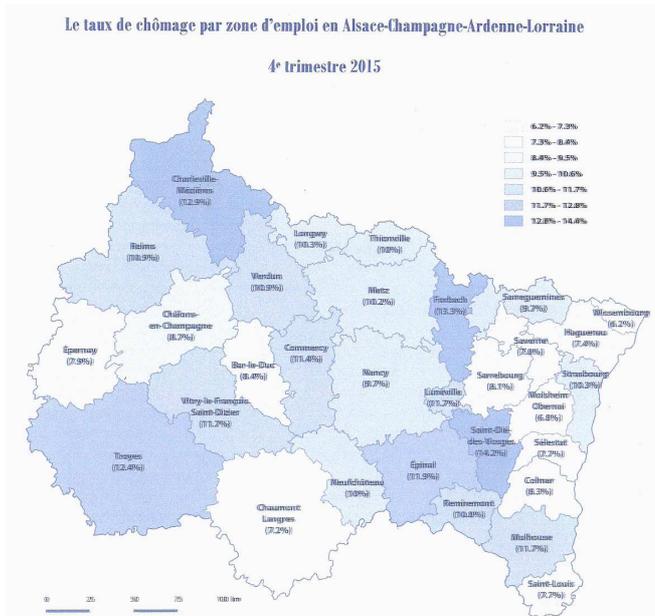
En moyenne, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories ABC) le sont depuis 583 jours, soit 10 jours de plus que la moyenne française, alors qu'en janvier 2012, ce chiffre s'élevait à 436 jours (soit 25 jours de moins que la moyenne nationale). La situation des demandeurs d'emploi s'est donc globalement dégradée, et ce, plus rapidement qu'à l'échelle nationale. Entre janvier 2015 et janvier 2016, le nombre moyen de jours d'inscription a augmenté de 42 dans la région et de 32 en France. La situation est particulièrement préoccupante dans les Ardennes (668 jours) et dans les Vosges (665 jours).

Le taux de chômage n'a baissé que dans une des 30 zones d'emploi de la région en un an : Châlons-en-Champagne (- 0,2 point). Il est en hausse dans l'ensemble des autres territoires. Les plus fortes hausses



sont enregistrées à Troyes (+ 0,7 point), Charleville-Mézières (+ 0,6) et Neufchâteau (+ 0,5).

Au 3^{ème} trimestre 2015, le taux de chômage varie de 6,4 % (zone d'emploi de Wissembourg) à 14,4 % (zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges). Les plus fortes difficultés se concentrent notamment dans les secteurs de Forbach (13,9 %), Charleville-Mézières (13,7 %), Troyes (12,9 %), Saint-Dizier (12,6 %) et Remiremont (12,4 %).



RSA

On dénombrait 128 230 allocataires du RSA «socle» (c'est-à-dire hors activité) au 3^{ème} trimestre 2015 en Grand Est. Leur nombre est en constante progression depuis 2009. Sur un an, il a augmenté de 3,2%, soit 4 000 allocataires supplémentaires, une hausse plus forte que celle enregistrée au niveau national (+ 2,5%). Les évolutions sont plus sensibles que la moyenne régionale en Moselle (+ 5,8%), dans la Marne (+ 4,7%), dans l'Aube (+ 4,4%) et dans les Ardennes (+ 4,1%). Tous les départements voient le nombre d'allocataires augmenter.

Conditions de vie et politique de la ville

53,5 % des 3 039 845 foyers fiscaux ne sont pas imposables, mais, en 2014, 5 733 foyers fiscaux se trouvant dans une ville plus de 20 000 habitants étaient redevables de l'ISF.

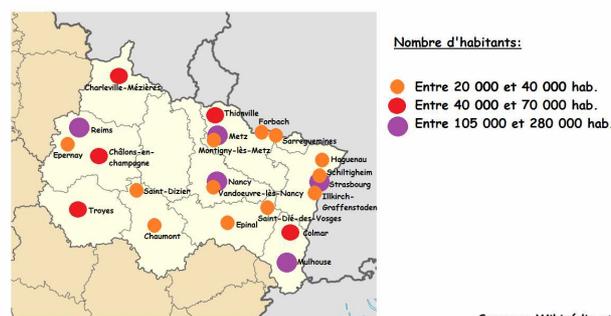
La région Grand Est compte 116 quartiers de la politique de la ville depuis le 1er janvier 2015. Les quartiers de la politique de la ville sont répartis dans 36 unités urbaines. Ils se concentrent notamment dans les plus grandes. Ainsi, l'unité urbaine de Strasbourg comprend 18 quartiers de la politique de la ville, celle de Nancy en compte 10. L'unité urbaine de Troyes compte 9 quartiers, celle de Reims 7 et celles de Metz et de Mulhouse 6 chacune. Au total, ces grandes unités urbaines regroupent plus de 60 % de la population des quartiers de la politique de la ville de la région. Sur l'ensemble de ces 36 unités urbaines, 14 % de la

population vit dans un quartier de la politique de la ville, une proportion qui va jusqu'à près de 30 % dans celle de Sedan. Dans les grandes unités urbaines de la région, la part de la population qui réside dans ces quartiers est relativement élevée. Ainsi, 20 % de la population de l'unité urbaine de Mulhouse vit dans un quartier de la politique de la ville, 18 % de celle de Strasbourg, et 17 % de celles de Reims et de Troyes. Cette proportion est plus faible dans les unités urbaines de Nancy (14 %) et de Metz (10 %).

Dans la région, 45 % des habitants des quartiers de la politique de la ville vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 990 euros par mois et par unité de consommation (UC). Cette proportion est nettement plus élevée que dans les unités urbaines englobantes (18 % dans l'ensemble des 36 unités urbaines qui englobent les quartiers, et 13% hors quartiers). Le niveau de vie médian est de 12 490 euros par an et par UC dans les quartiers de la politique de la ville, soit 1 040 euros par mois. Ce niveau de vie est inférieur à celui observé dans l'ensemble des quartiers métropolitains (12 870 euros).

Dans les quartiers de la politique de la ville, 24 % des habitants ont moins de 15 ans, contre 17 % de la population des unités urbaines englobantes. Les familles monoparentales (15 %, 32 % d'entre elles vivant sous le seuil de pauvreté) et les grands ménages (12 % de ménages de cinq personnes ou plus) sont eux aussi surreprésentés dans les quartiers de la ville (respectivement 11 % et 6 % dans les unités urbaines englobantes). Les familles monoparentales sont particulièrement fréquentes dans les quartiers de la politique de la ville des unités urbaines de Verdun ou d'Épinal (23 % des ménages) ou dans ceux des unités urbaines de Reims et de Troyes (21 %). Les familles nombreuses sont, elles, nettement surreprésentées dans les quartiers des unités urbaines de Thann-Cernay (22 %) et de Strasbourg (16 %). La proportion de familles nombreuses dans les quartiers de

Population des grandes villes de la nouvelle grande région
Alsace Lorraine Champagne-Ardenne (en 2012):



Sources: Wikipédia et Géoclip

la politique de la ville de la région est toutefois inférieure à la proportion observée à l'échelle métropolitaine (12 % contre 14 %) comme dans l'ensemble des unités urbaines qui englobent les quartiers (6 % contre 8 %). Enfin, la population étrangère est également surreprésentée dans les quartiers de la politique de la ville. Près de 20 % de la population y est de nationalité étrangère contre 8 % dans les unités urbaines englobantes. La population étrangère est particulièrement

surreprésentée dans les quartiers des unités urbaines de Mulhouse (28 %) et de Colmar (23 %), soit des proportions deux fois plus élevées que dans leurs unités urbaines englobantes.

26 % des ménages habitant dans les quartiers de la région perçoivent des allocations chômage, contre 18 % des ménages des unités urbaines englobant les quartiers. De plus, dans les quartiers, près de 25 % de la population est touchée par la précarité de l'emploi (CDD, intérim ou temps partiel), qui expose à des situations de pauvreté. Dans les unités urbaines englobantes, la proportion de travailleurs précaires est de 15 %. 63% des femmes n'ont pas d'emploi, contre 44 % dans l'ensemble des unités urbaines englobantes. Les femmes qui résident dans les quartiers sont plus fréquemment sans emploi que dans l'ensemble de la France métropolitaine (58 %).

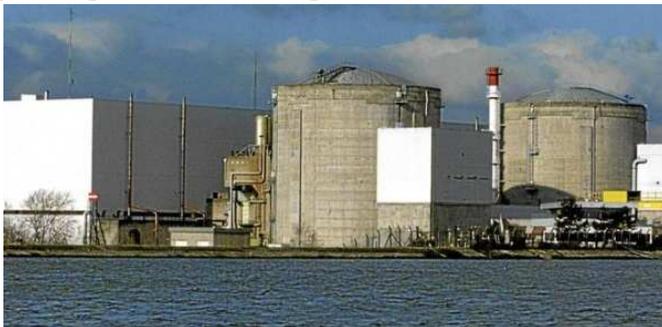
80 % des résidents des quartiers de la politique de la ville n'ont aucun diplôme ou un diplôme inférieur au baccalauréat, soit 20 points de plus que dans l'ensemble

des unités urbaines englobantes. Cette caractéristique est plus marquée que dans ceux de France métropolitaine (75 %). La sortie précoce du système scolaire entraîne des difficultés à accéder à un emploi stable. Les difficultés scolaires au sein des quartiers de la politique de la ville se ressentent dès l'entrée en sixième. Près de 25 % des élèves entrent en sixième avec au moins une année de retard, contre 13 % dans les unités urbaines englobantes.

Départements	Commune	nombre de redevables	patrimoine moyen en €	impôt moyen en €
BAS-RHIN	HAGUENAU	142	2 834 591	12 622
BAS-RHIN	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	102	2 167 168	7 891
BAS-RHIN	SCHILTIGHEIM	65	2 401 983	8 414
BAS-RHIN	STRASBOURG	1 697	3 092 175	13 167
HAUT-RHIN	COLMAR	278	2 566 795	11 328
HAUT-RHIN	MULHOUSE	352	2 844 362	12 124
HAUT-RHIN	SAINT LOUIS	62	2 605 264	11 677
ARDENNES	CHARLEVILLE MEZIERES	127	2 172 691	7 901
AUBE	TROYES	210	2 844 484	12 961
HAUTE-MARNE	SAINT-DIZIER	54	3 474 382	10 078
MARNE	CHALONS EN CHAMPAGNE	123	2 319 208	8 819
MARNE	EPERNAY	100	2 624 923	11 340
MARNE	REIMS	759	2 547 978	10 251
MEURTHE-ET-MOSELLE	NANCY	631	2 639 155	11 833
MEURTHE-ET-MOSELLE	VANDEOEUVRE LES NANCY	67	2 317 889	9 143
MOSELLE	METZ	405	2 656 106	10 692
MOSELLE	MONTIGNY LES METZ	109	2 507 529	10 403
MOSELLE	SARREGUEMINES	75	2 628 464	9 745
MOSELLE	THIONVILLE	215	2 486 648	10 362
VOSGES	EPINAL	108	2 922 839	14 186
VOSGES	SAINT DIE DES VOSGES	52	2 524 964	10 097

La région Grand Est, c'est aussi :

- 4 centrales nucléaires (10 réacteurs au total) à Fessenheim, Chooz, Nogent-sur-Seine et Cattenom
- Les 2 poubelles nucléaires de l'Aube et bientôt Cigéo à Bure
- Le polygone d'expérimentation de Moronvilliers, fermé mais pollué par les déchets nucléaires
- Une région en pointe dans la production des énergies dites alternatives (éolien en Champagne Ardenne, solaire en Alsace) et dans l'agroindustrie (carburants verts, méthanisation...), surtout en Champagne Ardenne
- Le siège social de leaders mondiaux de l'agroalimentaire (Vivescia, Soufflet, Cristal Union,...)
- Une infrastructure ferroviaire, hors LGV, en état lamentable
- Une désindustrialisation galopante, surtout en Lorraine et en Champagne Ardenne
- ...



Sources :

INSEE
Pôle Emploi
CESER Grand Est